



AFRIQUE À LA UNE

Magazine bimensuel

N°2 - Février 2026

N°Issn:3125-1676

L'Afrique autrement



Amadou Mahtar M'Bow l'héritage d'un géant de la pensée mondiale

LEADERSHIP ET IMPACT

MHAMED LKAIHAL :
UNE VISION PANAFRICAINNE
DE LA GOUVERNANCE
TERRITORIALE EN ACTION

ENVIRONNEMENT

LE SAHEL FACE AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE
: VULNÉRABILITÉS CROISÉES
ET ENJEUX D'ADAPTATION



CLUB PANAFRICAIN DES AFFAIRES CP2A

UNIS POUR L'AFRIQUE, ENSEMBLE POUR L'AVENIR

UNIR

**LES ENTREPRENEURS AFRICAINS
POUR CONSTRUIRE
L'AFRIQUE DE DEMAIN**



www

www.clubpanafricaindesaffaires.org



clubpanafricaindesaffaires@gmail.com



النادي الإفريقي للأعمال

SOMMAIRE

1	Couverture & intro
4	Chronique
6	Portrait
9	Leadership et impact
15	Tour d'horizon sur la finance
18	Environnement
20	Diaspora
22	Start up du mois
26	Dossier special : AGORA AFRIKA FORUM
31	Le point Afrique

CHRONIQUE

Pourquoi investir en Afrique ?



Par Mme. Manal IKIR

Longtemps perçue à travers le prisme des défis – pauvreté, instabilité, dépendance à l'aide internationale – l'Afrique est aujourd'hui en train de redéfinir son image économique. Avec 54 pays, plus de 1,4 milliard d'habitants et une population parmi les plus jeunes du monde, le continent africain s'impose progressivement comme l'un des derniers grands pôles de croissance mondiale. Investir en Afrique n'est plus seulement une option morale ou solidaire, c'est un choix stratégique, économique et visionnaire.

Un potentiel démographique unique
L'Afrique est le continent de la jeu-

nesse. Plus de 60 % de sa population a moins de 25 ans. Cette réalité démographique représente un formidable levier de croissance :

main-d'œuvre abondante, marché de consommation en expansion et dynamisme entrepreneurial. À l'horizon 2050, un être humain sur quatre sera africain. Ignorer ce marché, c'est se détourner d'une part essentielle de l'économie mondiale future.

Des ressources naturelles stratégiques

Le continent africain regorge de ressources indispensables à l'économie mondiale : pétrole, gaz, or, cobalt, lithium, manganèse, terres arables et res-

sources halieutiques. À l'heure de la transition énergétique et numérique, l'Afrique joue un rôle central, notamment dans l'approvisionnement en minerais critiques nécessaires aux batteries, aux véhicules électriques et aux technologies vertes. Investir localement permet non seulement de sécuriser ces ressources, mais aussi de favoriser leur transformation sur place, créant ainsi de la valeur ajoutée.

Une croissance économique résiliente

Malgré les chocs mondiaux successifs, de nombreux pays africains affichent des taux de croissance supérieurs à la moyenne mondiale. Des économies comme le Rwanda, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Kenya ou le Maroc démontrent qu'une gouvernance plus stable, des réformes structurelles et des investissements ciblés peuvent produire des résultats concrets. Les secteurs des infrastructures, de l'agro-industrie, de la santé, de l'éducation, de l'énergie et du numérique offrent des opportunités considérables.

La ZLECAf : un marché continental en construction

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue une avancée historique. Elle vise à créer un marché unique africain, facilitant la circulation des biens, des services et des capitaux. À terme, cela réduira la dépendance aux marchés extérieurs et renforcera le commerce intra-africain, aujourd'hui encore trop faible.

Pour les investisseurs, cela signifie un accès élargi à un marché continental,

avec des économies d'échelle inédites.

Les start-ups africaines ne cessent de se multiplier, notamment dans la fin-tech, l'agritech, la healthtech et l'edtech. Lagos, Nairobi, Le Caire, Casablanca ou Dakar deviennent des hubs d'innovation régionaux. L'ingéniosité locale, combinée à la technologie, permet de développer des solutions adaptées aux réalités africaines, souvent à moindre coût et avec un fort impact social. Investir dans ces écosystèmes, c'est soutenir l'innovation tout en générant de la rentabilité.

Investir en Afrique, c'est aussi investir dans le développement humain. Chaque projet bien structuré peut contribuer à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté, au transfert de compétences et à la stabilisation sociale. Contrairement aux investissements spéculatifs à court terme, les investissements productifs en Afrique ont souvent un impact durable, à la fois économique et social. Ils répondent également aux critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) de plus en plus recherchés à l'échelle mondiale.

« Investir en Afrique n'est ni un pari risqué ni un simple acte de solidarité. C'est un choix rationnel, stratégique et porteur d'avenir. Le continent africain n'est pas le futur du monde : il en est déjà une composante essentielle. Ceux qui l'auront compris tôt seront les acteurs majeurs de l'économie de demain ».

Amadou Mahtar M'Bow : la voix africaine qui dérangerait l'ordre du monde

Par Sidi Mohamed LAHLOU



Longtemps perçue à travers le prisme des défis – Amadou Mahtar Mbow dont la carte de visite est kilométrique n’a jamais été un homme consensuel. Et c’est précisément pour cela qu’il fut un grand homme. Dans un monde structuré par des rapports de domination intellectuelle, culturelle et médiatique, il osa affirmer une vérité simple mais dérangeante : l’universalité ne peut être crédible que si elle est équitable.

Premier Africain à diriger l’UNESCO, Amadou Mahtar M’Bow ne considérait pas cette nomination comme une consécration personnelle, mais comme une responsabilité historique. À partir de 1974, il transforma une institution jusque-là largement façonnée par les intérêts des puissances du Nord en une tribune pour les peuples longtemps privés de voix. Il ne demanda pas la charité ; il exigea la justice.

Son combat le plus embléma-

tique, celui du Nouvel ordre mondial de l’information et de la communication (NOMIC), fut une tentative audacieuse de briser le monopole narratif exercé par quelques grands centres médiatiques occidentaux. M’Bow avait compris avant beaucoup d’autres que dominer l’information, c’est dominer les consciences. Il dénonça sans détour l’asymétrie des flux



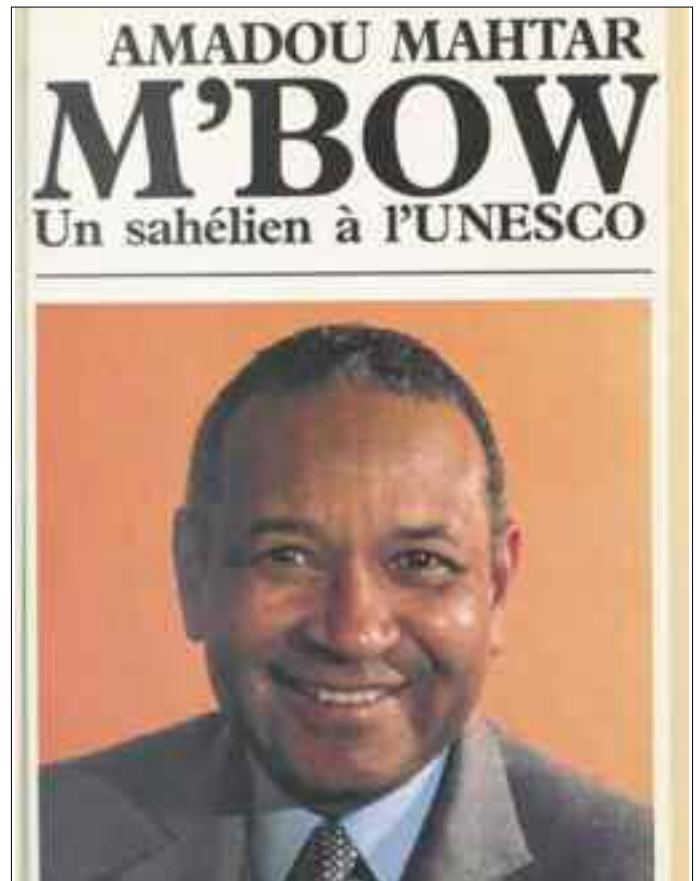
formation, la caricature permanente de l'Afrique et du Sud global, et l'invisibilisation systémique de leurs savoirs, de leurs cultures et de leurs réalités.

Ce positionnement courageux ne fut pas sans conséquence. Accusé de politiser l'UNESCO, attaqué pour son indépendance d'esprit, M'Bow subit une hostilité croissante qui conduisit au retrait de certains États de l'UNESCO.

Mais l'histoire retiendra que ce n'est pas Mahtar M'Bow qui radicalisa l'UNESCO ; ce sont ses idées qui mirent à nu les hypocrisies d'un ordre mondial se réclamant de la liberté tout en refusant l'égalité.

M'Bow refusa toujours de plier. Il croyait que la décolonisation ne pouvait être seulement territoriale ou économique :

elle devait être mentale, culturelle et informationnelle. À ses yeux, une Afrique qui se contente de consommer les récits des autres est une



Afrique encore dominée. Il appelait les intellectuels africains à produire, transmettre et défendre leur propre vision du monde, sans complexe ni mimétisme.

Au-delà de l'Afrique, Mahtar M'Bow fut un penseur radical de l'universel.





Il ne s'opposa jamais à l'Occident en tant que civilisation, mais à l'hégémonie comme système.

Il défendit une idée profondément moderne : le pluralisme des cultures comme fondement de la paix mondiale. En cela, il fut en avance sur son temps.

Aujourd'hui, à l'ère des plateformes numériques, des guerres de l'information et des récits manipulés, la pensée de Mahtar M'Bow résonne avec une force troublante. Ses combats, hier combattus, apparaissent désormais comme des évidences tardives.

Honorer Mahtar M'Bow, ce n'est pas seulement saluer une mémoire. C'est assumer un héritage. Celui d'un Africain qui osa dire non, qui refusa la

soumission intellectuelle et qui rappela au monde que la dignité n'est pas négociable.

Son attachement à son deuxième pays le Maroc était indéfectible, proche de feu Hassan 2 il fut membre de l'académie royale de Rabat, fondateur du cercle Sénégal

Maroc D'Amitié et de Fraternité (Cesemaf) le mois d'avril 2005 car très attaché à cette fusion spirituelle et culturelle entre les deux peuples frères Sénégalais et Marocains. Pour honorer la mémoire du président Amadou Mahtar Mbow le ministre Amadou Kane à voulu raviver le flambeau depuis 2025 en assurant la présidence dans la continuité.

Tous les membres du Cesemaf se joignent à moi pour souhaiter le paradis à notre patriarche

LEADERSHIP ET IMPACT

MARIÉE TROP TÔT, DEBOUT POUR TOUJOURS : AISSATOU KORKA DIALLO OU LE REFUS DE LA RÉSIGNATION



fance se termine avant même de commencer. Aissatou Korka Diallo fait partie de celles dont on a tenté de voler l'avenir. À l'âge de 14 ans, alors qu'elle est en quatrième année du secondaire, elle est mariée. Trop jeune pour comprendre, trop jeune pour choisir, trop jeune pour renoncer. Ce moment marque souvent la fin de l'école et des rêves, le début d'une vie de conformité et de silence. Cependant, Aissatou a décidé de résister à cette tendance, choisissant plutôt de poursuivre ses études. Le mariage précoce est souvent présenté comme une norme culturelle, plutôt que comme la violence sociale qu'il représente pour les jeunes filles. Cette violence entrave leurs études, brise leurs rêves et confine les femmes à des rôles prédéterminés. Aissatou en a fait l'expérience, mais elle a su y résister. Pour elle, poursuivre ses études devient une question de vie ou de mort, un défi qu'elle relève malgré les pressions familiales et les conventions sociales. Elle étudie malgré les regards qui lui rappellent constamment qu'une femme mariée ne devrait plus être assise sur les bancs de l'école. Chaque livre qu'elle ouvre est une victoire remportée sur la soumission. En 2011, elle obtient un baccalauréat unique en sciences mathématiques. En 2015, elle a décroché une licence en comp-

A Labé, dans le Fouta Djallon, naître fille reste encore trop souvent synonyme de futur compromis. Pour des milliers d'adolescentes, l'en-

tabilité de gestion. Ces diplômes ne sont pas des simples titres académiques, mais la preuve irréfutable que le mariage précoce ne devrait jamais être une condamnation perpétuelle.

Transformer une injustice en combat collectif

Aissatou aurait pu voir son parcours comme une exception et se satisfaire d'avoir « réussi malgré tout ». Elle fait exactement le contraire. Elle réalise très tôt que sa réussite n'a de sens que si elle permet de libérer d'autres personnes.

Après avoir fait ses stages en administration publique, elle a travaillé dans le milieu associatif, notamment à l'ONG ADF - Agir pour le droit féminin, où elle occupe aujourd'hui le poste de responsable administrative et financière. Cependant, résumer son rôle à cette fonction serait une erreur. Aissatou, c'est avant tout une voix. Sur le terrain, elle croise des jeunes filles qui ont été mariées trop tôt et se sentent démotivées, prêtes à quitter l'école.

Elle ne leur prêche pas la morale depuis une estrade, mais s'exprime depuis son propre vécu. Elle incarne un message fort : le système peut sembler injuste, mais il ne l'emportera pas tant que vous ne renoncerez pas. Son combat est manifeste : il cherche à convaincre que l'éducation des filles n'est pas une faveur, mais un droit inaliénable. Le développement ne peut se réaliser au prix du sacrifice d'une partie de la population. Chaque jeune fille privée d'éducation représente une perte pour l'ensemble de la com-



munauté.

Former des leaders, et non des survivantes.

Consciente que l'engagement nécessite des compétences solides, Aissatou continue de se perfectionner. En 2021, elle a bénéficié d'une bourse de maîtrise en leadership en ligne, grâce à Liberal International et à l'Union africaine. Elle a ensuite intégré le programme YALI à Dakar, spécialisé en business et en entrepreneuriat. Ces expériences renforcent sa conviction que l'émancipation des femmes passe par leur autonomie économique. Les

saire de créer de la valeur, des emplois et des alternatives concrètes.

C'est dans cet état d'esprit qu'elle a fondé HABDOUL, une entreprise spécialisée dans l'élevage de poules pondeuses, avec une capacité initiale de 2 000 sujets.

Ce projet va bien au-delà d'une simple activité économique. Il s'agit d'un geste politique puissant, démontrant qu'une femme ayant connu un mariage précoce peut se transformer en entrepreneuse prospère et en actrice clé du développement local.

En rejetant le destin prédéterminé, elle a choisi de façonner son propre avenir.

Aujourd'hui, Aissatou Korka Diallo ne se définit plus par son mariage précoce ni par les épreuves qu'elle a traversées. Elle se définit désormais par ce qu'elle construit. Son ambition est d'agrandir sa ferme avicole pour qu'elle compte 10 000 poules pondeuses d'ici 2027, de consolider son entreprise et de renforcer son impact sur sa communauté. Cependant, au-delà de son propre cheminement, l'histoire de cette personne soulève une question cruciale :

combien de talents perdons-nous chaque année en acceptant encore et toujours le mariage des enfants ? Combien de futurs leaders, entrepreneurs et intellectuels sont étouffés avant même d'avoir eu la chance de se développer ?

Aissatou Korka Diallo est un exemple éloquent de la nécessité de mettre fin aux mariages précoces, non pas par tradition, mais parce qu'il s'agit

d'une injustice qu'il faut combattre. Son parcours nous oblige à regarder en face ce que nous tolérons, à remettre en question ce que nous appelons « culture » lorsque celle-ci détruit des vies. Son combat est un cri du cœur, une supplique pour que chaque jeune fille puisse exercer son droit de décision, d'apprentissage et de réussite. En effet, une communauté qui marie ses enfants trop tôt compromet son propre avenir.



LEADERSHIP ET IMPACT

DR MHAMED LKAIHAL : UNE VISION PANAFRICAINE DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE EN ACTION



Chercheur, auteur et manager public, Dr. Mhamed Lkaihal s'impose comme l'une des figures montantes de la réflexion et de l'action autour de la gouvernance stratégique des territoires, de l'innovation institutionnelle et du développement durable en Afrique. Titulaire d'un doctorat en Droit public et Sciences Politiques, il incarne un profil hybride, à la croisée du savoir académique, de l'ingénierie institutionnelle et de l'engagement panafricain.

Les travaux de Dr Mhamed Lkaihal portent principalement sur la modernisation de l'action publique, la valorisation du potentiel territorial matériel et immatériel et la performance des

systèmes de gouvernance locale ainsi que la qualification des territoires africains pour qu'ils soient des villes intelligentes et durables. Il est notamment l'auteur de l'ouvrage « Vers l'innovation du système d'information pour la valorisation du patrimoine des collectivités territoriales marocaines », référence sur les enjeux de transparence, de performance et de gestion stratégique de la gouvernance financière et des actifs publics.

En parallèle, il a occupé plusieurs responsabilités à dimension africaine et internationale dans les domaines de la gouvernance intelligente, des objectifs de développement durable (ODD) et de la coopération institutionnelle. Il s'est également illustré comme



acteur du développement local, notamment à travers la conduite de projets structurants à forte portée dans plusieurs villes au Royaume du Maroc en tant que Directeur Général d'un ensemble de Société de Développement Local (SDL).

Il est par ailleurs le représentant et le chargé des affaires africaines de l'IF-GICT basée à Miami la plus grande fédération des TIC au monde. Son objectif est l'introduction et l'africanisation des standards et des normes de la transparence et la performance en

Afrique permettant la libération de la chaîne de valeur Africaine à travers normalisation du cadre conceptuel de l'agenda 2063.

Il a été nommé membre Exécutif du Sommet Arabo-africain des Territoires et des Smart cities qui se tiendra en 2026.

Une proximité avec les dynamiques spirituelles et sociétales africaines

Au-delà des cadres institutionnels classiques, Dr Mhamed Lkaihal s'est distingué par sa compréhension fine des dynamiques sociales, culturelles et spirituelles africaines. À ce titre, il est très proche de la communauté Mouride au Sénégal avec laquelle il entretient des relations d'amitié et de fraternité, dans un contexte marqué par le dialogue interculturel, l'observation des modèles endogènes de gouvernance et la valorisation des référentiels spirituels comme leviers de cohésion sociale et de développement territorial.

Cette expérience renforce sa conviction que les stratégies de développement en Afrique gagnent en efficacité lorsqu'elles s'appuient sur les réalités socioculturelles locales, en complément des normes internationales de gouvernance.

Une candidature stratégique à la tête de CGLU Afrique

Dernièrement, Dr Mhamed Lkaihal a franchi une étape majeure dans son parcours panafricain. Sa candidature au poste de Secrétaire général de

CGLU Afrique (Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique) a été présélectionnée parmi cinq candidats sur vingt-deux, confirmant ainsi la solidité de son projet et la reconnaissance de son expertise. Cette démarche s'inscrit dans une vision profondément inspirée par l'orientation stratégique de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste,

fondée sur la coopération Sud-Sud, la solidarité africaine et le renforcement de la gouvernance territoriale au service d'un développement inclusif et durable du continent.

Dr Lkaihal adopte une approche contingente et pragmatique, visant à valoriser économiquement le potentiel territorial des gouvernements locaux et régionaux africains, à travers l'adoption de normes internationales de transparence, de performance et de contrôle interne, tout en capitalisant sur les acquis existants de l'institution.

L'objectif affiché est de repositionner CGLU Afrique à l'échelle internationale comme un pôle d'innovation, d'intelligence stratégique et de transformation des territoires africains,

soutenu par un modèle économique durable, attractif et entrepreneurial, capable de proposer des solutions concrètes aux défis locaux.

Le cadre stratégique porté par Mhamed Lkaihal s'inscrit pleinement dans les grandes feuilles de route internationales, notamment l'Agenda 2030 des Nations unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il ambitionne de ren-



forcer la cohérence et l'impact de l'écosystème de CGLU Afrique dans un contexte mondial marqué par des transformations technologiques et géopolitiques accélérées.

Dans cette dynamique, il défend un « africanisme pragmatique », fondé sur l'efficacité, l'innovation institutionnelle et la valorisation des ressources propres du continent.

Mhamed Lkaihal incarne une nouvelle génération de leaders africains, convaincus que l'avenir du continent se construira par des territoires mieux gouvernés, économiquement valorisés et culturellement assumés.

TOUR D'HORIZON SUR LA FINANCE

FINANCEMENT DE L'ENTREPRISE

Par M.Mamadou Badiane Consultant financier



Les entreprises sont confrontées à un besoin récurrent de financement réparti en deux catégories :

- Financement de l'activité
- Financement de leurs besoins d'investissement

Le financement de l'activité se résume à trouver de l'argent pour couvrir les charges courantes (achats de marchandises ou matières, charges de personnel, etc). on parle dans ce cas de financer le besoin en fonds de roulement. Ce mode de financement qui est le plus courant ne dépasse pas une durée de remboursement de douze mois car consommé dans le cycle d'exploitation.

Les entreprises peuvent recourir à plusieurs modes de financement de

leurs besoins en fonds de roulement : LC, SBLC, découverts bancaires, etc

Concernant le financement des besoins d'investissement, il se manifeste dans le cadre de la politique d'investissement de l'entreprise sur un horizon de moyen terme. Ce besoin devrait être financé par un moyen d'égale période (moyen terme) et par conséquent on doit recourir à un crédit bancaire à moyen terme.

L'entreprise devrait élaborer un dossier solide à présenter à son bailleur (business plan ou étude de faisabilité de projet). Afin de bénéficier de ce financement, le business plan doit être bancable.

C'est-à-dire qu'à travers le « business plan » le bailleur devrait pouvoir

apprécier le « besoin justifié » de son client et satisfaire toutes les exigences du bailleur.

En effet, le bailleur recevant l'étude de faisabilité de projet de son client se pose les questions légitimes suivantes :

- Qui devrais-je financer ?
- Qu'est ce que je dois financer ?
- Suis-je rassuré par le projet ?
- Le projet est-il viable commercialement ? techniquement ? financièrement ?
- Existe-t-il des contraintes environnementales ? réglementaires ou juridiques pour sa mise en œuvre ?

Toutes ces questions sont légitimes pour le bailleur de fonds (la banque) qui est dans la finance indirecte car jouant un rôle d'intermédiaire. La banque emprunte en effet de l'argent sur une durée longue et à taux faible pour refinancer à travers des crédits à durée courte et taux plus élevé que celui emprunté.

Les questions précédentes rendant le business plan bancable conditionnent ou permettent de structurer l'étude de faisabilité de projet.

On aura ainsi les différentes parties suivantes pour un business plan bancable :

- Présentation (du promoteur, du projet, des partenaires stratégiques, du pays (si bailleur étranger) : cela permettra de rassurer le bailleur de fonds
- Etude de marché (justifier la viabilité commerciale du projet avec des données sourcées)
- Etude technique (justifier la viabilité technique du projet : process,

équipements, capacité, rendement des machines, planning de production et d'approvisionnement, organisation et gestion du projet)

- Etude financière (justifier la viabilité financière du projet : sa rentabilité)
- Etude économique, sociale et environnementale (évaluer les impacts économiques, sociaux, environnementaux)

Le business plan constitue pour le bailleur de fonds un premier important dispositif d'évaluation du besoin du client (entreprise) car il permet d'évaluer le futur de l'entreprise qui présente son besoin d'investissement.

Le bailleur de fonds devrait évaluer par la suite le passé de son client afin d'apprécier sa solidité financière avant de lui prêter l'argent emprunté ailleurs que le bailleur devrait rembourser plus tard.

Les états financiers de l'entreprise constituent le document idéal s'ils sont certifiés par un expert comptable pour évaluer le passé de l'entreprise à travers l'analyse de sa solidité financière, liquidité, solvabilité, rentabilité, etc.

Afin de mieux évaluer le passé de son client, la banque exigera les trois derniers états financiers lui permettant d'analyser sur une période l'évolution des ratios financiers de l'entreprise.

Nous venons de faire une immersion dans les réflexes des bailleurs de fonds pour fonder leurs prises de décision de financement et que l'entreprise devrait bien appréhender.

Il reste maintenant pour le promoteur (entreprise) à bien choisir le profil de bailleur de fonds le plus adéquat pour le financement de son projet et élaborer un bon schéma de financement.

En effet, les bailleurs de fonds sont spécialisés par activités (banque agricole, banque de l'immobilier, industrie, etc). En outre, selon le niveau de besoin on peut solliciter les banques internationales (BEI, AFREXIMBANK, etc) ou les banques de développement (BOAD, BIDC, etc) offrant généralement des conditions de financement plus souples (durée et taux).

Il faudra par conséquent faire un savant dosage de fonds propres à apporter, crédit bancaire moyen terme, ligne d'aval, appuis institutionnels.

Le montage financier du besoin d'investissement devrait être le plus optimal possible afin de minorer le coût du financement du projet.

Nous attirons enfin les dirigeants d'entreprise ayant besoin de financer leur investissement que les garanties devraient suffir pour couvrir les risques à prendre par le bailleur et que ce dernier préfère les garanties foncières (hypothèques).

Les garanties à présenter au bailleur devraient être supérieures au besoin de financement car la banque ne dit-on pas qu'elle ne prête qu'aux riches.

En effet, la banque exigera quasi systématiquement un niveau de fonds propres (apport personnel) et des garanties couvrant largement les besoins financiers.



AFRICAN TRAINING CENTER

Evoluez dans un monde qui bouge !

**Centre de Formation depuis 2011
- Séminaires et Formation à la carte**

(+221) 77 646 00 04
atcdakar@gmail.com

ENVIRONNEMENT

LE SAHEL FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : VULNÉRABILITÉS CROISÉES ET ENJEUX D'ADAPTATION

Dr Oumar Abdoulaye BA



Le Sahel est au cœur des discussions actuelles sur le réchauffement climatique en Afrique. Cette région de transition écologique entre le Sahara et les zones soudaniennes est particulièrement vulnérable sur le plan environnemental et socio-économique. Elle est en effet l'un des espaces les plus touchés par les effets du dérèglement climatique. Les changements climatiques récents mettent en évidence non seulement la vulnérabilité des écosystèmes du Sahel, mais aussi les contraintes fondamentales des voies de croissance empruntées jusqu'à présent.

Les données météorologiques montrent une augmentation rapide des températures et une variabilité accrue des précipitations sur l'ensemble du continent africain. Dans la région du Sahel, cela se manifeste par une succession de sécheresses persistantes et d'épisodes pluvieux extrêmes, ce qui perturbe gravement les systèmes agri-

coles et d'élevage. Le décalage des saisons entraîne une baisse des récoltes, une vulnérabilité accrue des itinéraires de migration pastorale et une intensification de la demande en eau, qui est déjà restreinte par des facteurs structurels.

Toutefois, la dégradation environnementale au Sahel ne peut pas être attribuée uniquement au changement climatique. En réalité, elle découle d'une combinaison de facteurs, tels que la forte croissance démographique, l'expansion des cultures vers des terres marginales, la réduction des jachères et la surexploitation des sols. Ces facteurs contribuent à l'érosion des terres, à la perte de fertilité et à la diminution du couvert végétal, ce qui réduit la capacité des écosystèmes à amortir les chocs climatiques.

Ces transformations entraînent des conséquences directes sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. En effet, les systèmes agropastoraux, qui forment le socle économique

de la plupart des populations rurales, deviennent de plus en plus sensibles aux aléas climatiques. La baisse de productivité agricole, conjuguée à l'instabilité des marchés et au manque d'infrastructures rurales, engendre une insécurité alimentaire chronique. De plus, la raréfaction des ressources naturelles accroît les tensions entourant l'accès à la terre et à l'eau, ce qui fragilise les équilibres sociaux locaux.

Les défis auxquels le Sahel fait face nécessitent des réponses publiques intégrées et globales. Les analyses récentes soulignent la nécessité d'une approche intégrée des vulnérabilités sahéliennes, qui tient compte des interactions entre le climat, l'environnement, l'économie rurale et la gouvernance. Dans ce contexte, la notion de résilience s'impose comme un concept clé, faisant référence à la capacité des systèmes socio-écologiques à encaisser les chocs, à s'adapter et à se transformer.

L'évolution vers des systèmes agricoles plus robustes représente un levier crucial. La diversification des cultures, la gestion intelligente de l'eau, l'amélioration de la qualité des sols et l'adaptation des pratiques d'élevage proposent des voies encourageantes pour diminuer la vulnérabilité face aux fluctua-



tions climatiques. Toutefois, l'efficacité de ces stratégies dépendra de leur adaptation au contexte local et de la reconnaissance des savoirs endogènes, qui ont longtemps été ignorés par les politiques environnementales.

La question environnementale dans le Sahel est étroitement liée à celle de la gouvernance. L'adaptation au changement climatique nécessite des institutions renforcées, une meilleure collaboration entre les niveaux local, national et régional, ainsi qu'un accès effectif aux financements alloués à l'adaptation. En effet, les contraintes institutionnelles et la fragmentation des interventions restreignent souvent l'impact des mesures mises en place.

Autrement dit, le Sahel ne doit pas être considéré uniquement comme une région en proie aux changements climatiques, mais comme un territoire où se déroulent des transformations cruciales pour l'avenir du développement durable en Afrique. Comprendre la profondeur des facteurs de vulnérabilité et accroître les capacités d'adaptation sont des prérequis indispensables pour élaborer des solutions pérennes face aux défis actuels en matière d'environnement



DIASPORA

LA DIASPORA SÉNÉGALAISE QUI TRANSFORME L'ATTACHEMENT AU TERROIR EN ACTION : L'EXEMPLE STRUCTURANT DE LMD



M. Samaté ,Président LMD

LMD, Les Madiabelois de la Diaspora, est une organisation sénégalaise apolitique et à but non lucratif, créée en 2025, née de la volonté des filles et fils de Madiabel établis à l'étranger de s'unir autour d'une vision commune de solidarité,

d'engagement citoyen et de développement durable. Consciente du rôle stratégique que peut jouer la diaspora dans le progrès des territoires d'origine, LMD se veut un cadre fédérateur, inclusif et dynamique, au service exclusif de l'intérêt général.

L'organisation est présidée par M. Samaté Kéba, un jeune sénégalais rési-

dent au Maroc, dont l'engagement et la vision contribuent à impulser une dynamique de rassemblement, de responsabilité et d'action au sein de la diaspora madiabeloise.

L'objectif principal de LMD est de réunir les Madiabelois vivant à l'extérieur du pays, de renforcer les liens fraternels entre eux et de maintenir un attachement fort à leur terroir d'origine.

À travers cette union des cœurs, des compétences et des énergies, l'organisation ambitionne de participer activement et harmonieusement au développement de Keur Madiabel, en mettant l'accent sur des secteurs es-

sentiels tels que le sport, le social et l'éducation, considérés comme de véritables leviers de cohésion sociale et de progrès durable.

Sur le plan éducatif, LMD s'engage à accompagner les élèves et les jeunes à travers des actions de soutien scolaire, d'orientation, de sensibilisation et de promotion de l'excellence. L'organisation œuvre pour l'amélioration des conditions d'apprentissage, le renforcement des capacités et l'éveil des talents, convaincue que l'éducation constitue le fondement de tout développement pérenne.

Dans le domaine social, LMD place la solidarité et l'entraide au cœur de son action. Elle s'emploie à soutenir les personnes vulnérables, à accompagner les initiatives communautaires et à participer à des actions sociales à fort impact, dans un esprit de partage, de

dignité et de responsabilité collective.

Sur le plan sportif, LMD considère le sport comme un puissant facteur d'unité, de discipline et d'épanouissement de la jeunesse. L'organisation soutient et encourage les activités sportives locales, contribuant ainsi à l'inclusion sociale, à la promotion de la santé et au renforcement du vivre-ensemble.

Forte de l'engagement bénévole de ses membres et de la diversité de leurs parcours, LMD, Les Madiabelois de la Diaspora,

se positionne comme un acteur citoyen responsable, indépendant de toute considération politique, et résolument tourné vers l'intérêt général. LMD entend œuvrer,

en synergie avec les populations locales et les partenaires, pour un développement participatif, solidaire et durable de Keur Madiabel.



DJOLOF ASSUR SA.

VOTRE ASSURANCE DE PROXIMITÉ

Efficacité - Sécurité

Tél : (+221) 77 235 75 75

Siège social: Sacré Coeur 2

djolofassursa@gmail.com

www.djolof-assurance.com

START UP DU MOIS**CHRISTIAN FOSTIN : LE SAUT DE LA FOI D'UN CRÉATEUR AFRICAIN VERS L'UNIVERSEL**

Christian FOSTIN

Quitter le confort pour embrasser l'inconnu. Renoncer à vingt années de carrière pour répondre à un appel intérieur. L'histoire de Christian Fostin est celle d'un acte de foi, d'un choix radical, et d'une vision assumée : inscrire l'Afrique au cœur de la mode mondiale.

Après vingt années passées dans le monde de l'entreprise, un univers structuré, balisé et rassurant, une décision

s'impose comme une évidence : tout abandonner pour se consacrer entièrement au développement de la marque Christian Fostin.

Ce choix, loin d'être une rupture brutale, résonne comme une prière silencieuse, un engagement intime envers soi-même, envers la création et envers l'Afrique.

Six mois seulement après ce tournant décisif, le destin semble répondre. Du 7 au 9 mars 2022, Christian Fostin est invité

à exposer au Musée des Civilisations Noires de Dakar, dans le cadre du Dione Fashion Show 2022. Un lieu hautement symbolique, où mémoire, identité et



créativité africaine se rencontrent.

Quelques jours plus tard, le 18 mars 2022, une nouvelle étape s'ouvre : le défilé DIONE FASHION SHOW au Grand



Théâtre National Doudou Ndiaye Coumba Rose. C'est le baptême du feu, la première confrontation avec le podium, le regard du public et les exigences du spectacle vivant.

À cette occasion, il présente sa première collection intitulée « No Half Step-



ping ». Un manifeste créatif et personnel. Une déclaration sans ambiguïté : il n'y aura pas de retour en arrière.

Avancer, coûte que coûte. Assumer ses choix. Marcher droit, sans demi-mesure. Créer avec assurance, éthique et audace. Dès lors, le chemin est tracé.



Christian Fostin avance avec assurance et détermination, porté par une éthique forte, une créativité libre, et des rêves assumés — parfois effrayants, mais nécessaires.

La mode devient un langage, un engagement, une responsabilité.

Armé de cette conviction, il présente sa seconde collection, « Égrégore », lors de la GORÉE FASHION WEEK 2022, organisée par Totaly Events.

Pendant trois jours, les 17, 18 et 19 juin 2022, la collection défile sur le sol sacré de l'île de Gorée.

Gorée, mémoire et énergie collective

Présenter une collection à Gorée n'est jamais anodin. Avec Égrégore, Christian Fostin rend un hommage vibrant aux ancêtres africains.

Le concept d'«égrégore» — cette énergie psychique collective née des pensées, des souffrances et des espoirs partagés — traverse chaque pièce. Les silhouettes deviennent des messagers, reliant passé et présent, douleur et renaissance, mémoire et création.

La mode se transforme alors en acte mémoriel, en invocation silencieuse, en dialogue entre générations.

En décembre 2023, loin de se reposer sur ses acquis, Christian Fostin fait un choix fort : retourner à l'école de mode.

Apprendre, se perfectionner, maîtriser les rudiments du métier. Non seulement pour répondre à une demande croissante du marché, mais surtout pour être à la hauteur de ses ambitions personnelles, de celles du Sénégal, et plus largement de l'Afrique.

Il travaille actuellement sur une collec-



tion de Haute Couture. L'objectif est clair : participer à l'écriture des let

tres de noblesse de l'industrie des arts créatifs africains, avant de partir à la conquête du marché mondial. L'Afrique, matrice de la mode universelle

Pour Christian Fostin, la conviction est profonde et assumée : "l'Afrique est le PASSÉ, le PRÉSENT et le FUTUR de la mode universelle. Nous allons nous imposer par le dur labour ".

DOSSIER SPÉCIAL

AGORA AFRIKA FORUM 2025 : DAKAR, CARREFOUR STRATÉGIQUE DE LA RELANCE DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN



Dans un contexte mondial marqué par les tensions géopolitiques et la fragmentation des échanges, Dakar a accueilli la première édition du Forum AGORA AFRIKA, une initiative du Club panafricain des affaires (CP2A) visant à faire passer la ZLECAf du registre

des engagements politiques à celui de l'action économique concrète. Réunissant des décideurs publics, des chefs d'entreprise, des experts et des diplomates, le Forum s'est imposé comme un nouvel espace stratégique de réflexion et de propositions pour relancer durablement le commerce intra-africain.



Imaginez que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) devienne une réalité économique qui correspond aux

aspirations du continent africain.

C'est le pari que fait AGORA AFRIKA FORUM, dont la première édition s'est dérou-

lée à Dakar, du 1er au 4 décembre 2025. Initiée par le Club Panafricain des Affaires (CP2A), cette plateforme panafricaine de dialogue économique vise à faire passer l'intégration africaine du domaine des normes à celui de la mise en œuvre opérationnelle.

La rencontre s'est tenue sous le thème « Relancer le commerce intracommunautaire africain par les critères de mise en œuvre de la ZLECAf ». Elle a réuni des décideurs publics, des chefs d'entreprise, des experts, des



nombreuses personnalités du monde économique et institutionnel africain.

L'Afrique se trouve actuellement à un carrefour, à un moment crucial de son histoire.

Dans un monde en proie aux conflits géopolitiques, à la fragmentation commerciale et à la fragilité des chaînes d'approvisionnement, l'Afrique fait face à une urgence stratégique : renforcer sa résilience grâce à l'intégration économique. Bien que le potentiel du continent soit considérable, les échanges intra-africains ne représentent toujours qu'environ 18 % de son commerce global, ce qui est alarmant.

Le Projet phare de l'Union africaine, la



universitaires, des institutions financières et des diplomates africains. Les travaux se sont déroulés sous la présidence de M. Khourai-chi Thiam, administrateur du Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur, en présence de Mme Félicité Achi, ministre conseillère représentant l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Sénégal, ainsi que de



Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), propose une solution structurelle à ce défi. Avec un marché potentiel



s'agit d'une occasion unique de transformation économique. Cependant, sa réussite ne dépend pas tant de la conclusion des accords que de leur mise en œuvre effective par les acteurs économiques, en particulier les PME.

C'est précisément cette faille entre les aspirations politiques et la réalité économique que le forum AGORA AFRIKA a décidé d'aborder sans détour.



Dakar, un choix stratégique et emblématique.

Le choix de Dakar comme ville hôte est dicté par une logique géopolitique et économique. Carrefour diplomatique, écono-



mique et intellectuel de l'Afrique de l'Ouest, le Sénégal est un acteur engagé en faveur de l'intégration régionale et continentale. En accueillant cette première édition, Dakar

confirme sa vocation de hub panafricain de réflexion stratégique, mais aussi de laboratoire d'idées et de solutions pour la ZLECAf.



ZLECAf : des obstacles clairement définis

Les discussions au Forum se sont concentrées sur un panel central abordant les véritables conditions du succès de la ZLECAf. Les échanges ont permis d'identifier et d'analy-



ser les obstacles persistants au commerce intra-africain :

- des défaillances logistiques et infrastructures majeures ;
- la pérennité de barrières non tarifaires et de normes disparates ;
- un accès limité au financement du commerce, en particulier pour les PME ;
- une faible transformation locale des ma-



complexes et peu harmonisées ;

- une participation insuffisante des femmes et des jeunes aux chaînes de valeur régionales.

Un consensus fort s'est dégagé : la ZLECAf ne réussira pas sans l'implication directe du secteur privé africain, qui devra devenir le moteur réel de l'intégration économique.

Des interventions de grande qualité et un message sans équivoque



Le Forum AGORA AFRIKA 2025 a été marqué par la présence de plusieurs personnalités issues des milieux institutionnel, économique et académique, telles que Dr Mouhamadou Makhtar Cissé, Dr Babacar Socrate Diallo, Dr Oumar Abdoulaye Ba, Elimane Haby Kane, Sidi Mohamed Lahlou,



Mamadou Ngom, Issa Diouf, Jean-Lucien Kodjani, Safietou Diallo, Mamadou Badiane, Mamadou Lamine Diatta, entre autres.

Au-delà de la variété des expériences vécues, un consensus a émergé : il est temps de passer des paroles aux actes. L'objectif est de transformer les engagements de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf) en opportunités économiques tangibles pour les entreprises africaines, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME) et les acteurs des chaînes de valeur locales. Les orateurs ont souligné trois domaines clés à améliorer pour maximiser l'impact de la ZLECAf. Il s'agit de renforcer l'information et la formation des opérateurs économiques sur les mécanismes de la ZLECAf, favoriser la collaboration entre les États, le secteur privé et les institutions financières et créer des plateformes africaines de mise en réseau et d'intelligence économique.

Des suggestions pour une expansion future



Conformément à sa mission opérationnelle, le Forum AGORA AFRIKA ne s'est pas contenté d'effectuer un simple examen. Les experts ont proposé un ensemble de recommandations clés visant à transformer la réflexion en action. Il s'agit d'abord de mettre en œuvre des réformes institutionnelles au-

simplifier les processus commerciaux. Il importe ensuite de mettre en place des mécanismes d'intelligence économique continentale, qui permettront d'éclairer la décision publique et d'anticiper les risques stratégiques.

Il est recommandé aussi de stimuler les chaînes de valeur africaines en renforçant la production, la conservation, la transformation et la consommation sur le marché africain. Le forum a enfin encouragé de favoriser des partenariats publics-privés stratégiques pour soutenir une industrialisation durable, des infrastructures régionales solides et la compétitivité du continent.

Vers un Policy Brief pour l'Union africaine

Dans une perspective résolument tournée vers l'avenir, les participants ont demandé à ce qu'un Policy Brief soit préparé pour l'Union africaine et les États membres de la ZLECAf. Cela permettrait de transformer les conclusions du Forum en propositions opérationnelles directement applicables.

Cette démarche s'appuiera entre autres sur la rédaction conjointe d'un article scientifique tiré des discussions, sur la mise en place d'un groupe de travail interdisciplinaire et sur l'organisation d'une édition spéciale du forum AGORA AFRIKA, consacrée aux dirigeants africains et axée sur la concrétisation des recommandations.

La diplomatie économique est au cœur de notre stratégie.

Les discussions ont révélé un enseignement majeur : la diplomatie économique est un outil crucial pour la puissance africaine. La diplomatie du savoir, la coopération technique, l'hydrodiplomatie,

l'harmonisation des politiques publiques



et la convergence réglementaire ont été identifiées comme des leviers clés pour abattre les obstacles non tarifaires, faciliter les échanges et accroître la crédibilité du continent sur la scène internationale.

Un projet qui s'étend dans le temps.

AGORA AFRIKA FORUM 2025 s'achève sur une conviction partagée : l'avenir économique de l'Afrique se construira par l'Afrique elle-même. La ZLECAf représente une occasion unique, mais sa réussite dépendra de notre capacité collective à surmonter les obstacles, à combiner les ressources et à mettre en valeur les compétences africaines.

Sous l'impulsion du Club Panafricain des Affaires (CP2A), présidé par Mme Manal Ikir, le forum AGORA AFRIKA s'affirme maintenant comme une plateforme stratégique de réflexion, d'influence et de proposition, vouée à devenir un rendez-vous incontournable du calendrier économique panafricain. Plus qu'un simple événement, le forum AGORA AFRIKA est un projet continental visant à renforcer l'autonomie, l'intégration et l'influence de l'Afrique sur la scène mondiale.

LE POINT AFRIQUE

MAROC-SÉNÉGAL : LA 15^e SESSION DE LA COMMISSION MIXTE, REFLET DE LA VISION AFRICAINE DU ROI MOHAMMED VI

La tenue de la 15^e session de la Commission mixte de coopération entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal marque une nouvelle étape dans une relation bilatérale exemplaire, bâtie sur la confiance, la solidarité et une vision commune du développement africain. Cette dynamique, constante et structurée, s'inscrit directement dans l'orientation impulsée depuis plus de deux décennies par Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste, architecte d'un partenariat Sud-Sud pragmatique et durable.

Depuis son accession au Trône, le Roi Mohammed VI a fait de l'Afrique une priorité stratégique de la diplomatie marocaine, il a instauré une diplomatie de proximité, fondée sur l'écoute, le respect mutuel et la co-construction. Et le Sénégal occupe, dans cette vision, une place particulière. Les rela-

tions entre Rabat et Dakar dépassent le simple cadre diplomatique pour s'ancrer dans une communauté de destin, nourrie par l'histoire, la culture, la spiritualité et des intérêts économiques convergents.

La Commission mixte Maroc-Sénégal constitue l'un des instruments majeurs de mise en œuvre de cette vision royale. À travers ses différentes sessions, elle a permis de structurer une coopération multisectorielle couvrant des domaines clés tels que l'économie, l'énergie, l'agriculture, la formation, la santé, la sécurité et les infrastructures.

La 15^e session intervient dans un contexte régional et international marqué par de profonds bouleversements économiques et géopolitiques. Face à ces défis, le Maroc et le Sénégal réaffirment leur volonté commune de renforcer un partenariat orienté vers des résultats concrets, au service des

populations. Les travaux de cette session ont permis d'évaluer les acquis des accords précédents, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de coopération, notamment dans : l'investissement privé et les partenariats public-privé, la souveraineté alimentaire et l'agriculture durable, les énergies renouvelables, la formation des ressources humaines, la sécurité et la stabilité régionale.



Cette approche pragmatique est le reflet direct de la vision de sa majesté le Roi Mohammed VI, qui privilégie une coopération agissante, fondée sur des projets structurants et un impact me-



surable.

Sous son impulsion, les entreprises marocaines se sont fortement implantées au Sénégal, notamment dans les secteurs bancaire, des assurances, des télécommunications, de l'habitat et des infrastructures.

La 15^e session de la Commission mixte Maroc-Sénégal confirme la solidité d'un partenariat stratégique appelé à se renforcer davantage. Elle illustre, une fois de plus, la pertinence de la vision africaine du Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste :

une Afrique qui croit en elle-même, qui coopère sur la base de ses propres

LE POINT AFRIQUE**GUINÉE, PUISSANCE MONDIALE DE LA BAUXITE**

Avec près d'un tiers des réserves mondiales connues de bauxite, la Guinée s'impose comme un acteur stratégique incontournable dans l'industrie mondiale de l'aluminium. Cette richesse minérale, concentrée principalement dans les régions de Boké et de Kindia, constitue aujourd'hui l'un des piliers majeurs de l'économie guinéenne, tout en soulevant d'importants enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

La Guinée dispose de réserves estimées à plus de 7 milliards de tonnes de bauxite, soit environ 30 % des ré-

serves mondiales. La qualité du minerai guinéen, particulièrement riche en alumine et peu coûteuse à exploiter, en fait l'un des plus recherchés au monde.

Depuis une dizaine d'années, la production connaît une croissance spectaculaire, faisant de la Guinée le deuxième producteur mondial, derrière l'Australie, et parfois le premier fournisseur mondial selon les années.

Le secteur de la bauxite en Guinée est largement dominé par des investissements étrangers, notamment en provenance de Chine, de Russie, des Émirats arabes unis et d'Europe, qui ont

investi des milliards de dollars dans l'exploitation minière, les infrastructures portuaires et ferroviaires, contribuant à l'augmentation rapide des exportations guinéennes, principalement à destination de la Chine.

La bauxite représente aujourd'hui plus de 70 % des recettes d'exportation minières du pays et une part significative des recettes fiscales de l'État, et le secteur génère également des milliers d'emplois directs et indirects, et participe au développement d'infrastructures dans des zones longtemps enclavées.

Cependant, la transformation locale du minerai reste limitée. La Guinée exporte majoritairement de la bauxite brute, ce qui réduit la valeur ajoutée captée par l'économie nationale. Ainsi les autorités guinéennes affichent désormais une volonté claire de développer la transformation locale de la bauxite, notamment par la construction de raffineries d'alumine et, à



terme, d'usines d'aluminium.

L'objectif est double : créer plus de valeur ajoutée et réduire la dépendance aux exportations de matières premières brutes, et si ces ambitions se concrétisent, la bauxite pourrait devenir un véritable levier d'industrialisation et de souveraineté économique pour la Guinée.





Pour vos publicités et reportages

Contactez-nous :

alauneafrique@gmail.com

**BP 11748 Dakar-Peytavin
Cité El hadj malick Sy ,Ouakam
Tél. : (+221) 33 860 77 26
Mobile : (+ 221) 77 793 11 30
E-mail: alauneafrique@gmail.com**